

ALLEMAGNE

La Secrétaire générale d'Amnesty International rencontre la chancelière Merkel

Index AI : EUR 23/001/2006

ÉFAI

Lundi 20 mars 2006

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

(Berlin) En conclusion de sa visite en Allemagne, Irene Khan, Secrétaire générale d'Amnesty International, a demandé au gouvernement de la chancelière Merkel de définir le rôle de l'Allemagne sur la scène internationale en tant que défenseur ferme et solide des droits humains, à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières.

Irene Khan a rencontré la chancelière Merkel et le ministre des Affaires étrangères Steinmeier lors de sa visite à Berlin le 20 mars.

Irene Khan s'est félicitée des déclarations du nouveau gouvernement allemand en faveur des droits humains à l'échelle internationale. Elle a cependant souligné que la crédibilité du gouvernement sera jugée non sur des déclarations, mais des actions concrètes.

Faisant allusion à la déclaration de la chancelière Merkel selon laquelle le camp de détention de Guantánamo « ne devrait pas exister à perpétuité », Irene Khan a déclaré : « *Guantánamo n'est que la partie émergée de l'iceberg. En tant qu'allié important de Washington, le gouvernement allemand doit clairement faire savoir aux États-Unis que Guantanamo doit être fermé rapidement, et qu'il faut jeter toute la lumière sur d'autres centres de détention.*

Je me félicite de la déclaration de la chancelière selon laquelle il faut lutter contre le terrorisme international de manière transparente, via des accords internationaux dans le respect de l'état de droit.

La chancelière Merkel a clairement exprimé que l'Allemagne ne tolérera pas la torture sur son territoire. Cependant, cet engagement oblige l'Allemagne à ne pas laisser les États-Unis utiliser son territoire pour transporter des détenus vers des pays où ils risquent la torture. »

Amnesty International a demandé à la chancelière Merkel de s'assurer auprès de l'administration des États-Unis que les bases aériennes allemandes ne seront pas utilisées pour des « restitutions », et de clarifier ce qui s'est produit par le passé.

« L'Allemagne ne doit rien faire pour encourager la torture à l'échelle internationale, et elle doit s'engager activement à éradiquer cette

pratique odieuse dans le monde », a ajouté Irene Khan.

Amnesty International a demandé au gouvernement allemand d'encourager d'autres gouvernements à ratifier le Protocole facultatif à la Convention contre la torture. L'organisation a également demandé à l'Allemagne de travailler à des changements profonds dans les pays où la torture et les mauvais traitements restent un problème, en prenant des mesures concrètes, par exemple investir dans la création et le renforcement d'institutions de type judiciaire. Amnesty International a demandé à l'Allemagne de poursuivre ce travail au cours de sa présidence de l'Union européenne, par son engagement avec des gouvernements d'Asie centrale.

Évoquant la visite prochaine de la chancelière en Chine, Irene Khan lui a demandé de faire des droits humains une composante persistante de ses discussions avec d'autres gouvernements.

« L'inquiétude exprimée par la chancelière au sujet du nouveau texte de loi relatif aux ONG en Russie, lors de sa visite dans ce pays, constitue une étape positive. Cependant, l'Allemagne ne peut pas exprimer son inquiétude sur les droits humains en Russie d'un côté, et de l'autre, renvoyer des réfugiés tchétchènes vers la Russie, où ils ne sont pas en sécurité », a déclaré Irene Khan.

Les droits humains sont interdépendants et indivisibles, et Amnesty International a demandé au gouvernement de la chancelière Merkel de renforcer la mise en œuvre du Pacte des Nations unies relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

Contexte

Irene Khan s'est rendue à Berlin pour participer à la cérémonie de remise des prix des droits humains organisée par la section allemande d'Amnesty International, ce dimanche 19 mars. Le lundi 20 mars, elle a rencontré la chancelière Merkel et le ministre des Affaires étrangères Steinmeier. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>